

Grand débat national

MP-08/02/2019

CR

REUNION CITOYENNE | GRAND DEBAT NATIONAL

Gujan-Mestras, 8 février 2019



A l'initiative de Sophie Panonacle, Députée de la 8^{ème} circonscription de la Gironde, une réunion citoyenne d'initiative locale a été organisée le vendredi 8 février 2019 à la Salle des Fêtes de Gujan-Mestras, de 18h00 à 20h30. Cette rencontre avait fait l'objet d'une large communication en amont, à travers les réseaux sociaux, la presse et le site internet du granddebat.fr. La soirée a été modérée par un membre de l'Association nationale des médiateurs. Un grand témoin était présent pour éclairer le débat, apporter des éléments de compréhension factuels à la demande des participants ou encore pour préciser un point particulier. Un rapporteur, accompagné de deux citoyens volontaires présents dans la salle, a établi le compte-rendu ci-dessous. Ce document fera l'objet d'une mise en ligne sur le site internet www.sophie-panonacle.fr. Il sera également téléchargé sur la plateforme internet granddebat.fr, puis transmis à la Mission nationale, ainsi qu'au Gouvernement. Cette réunion citoyenne a rassemblé environ 300 personnes. Les prises de paroles sont retranscrites dans l'ordre chronologique.

A 18h00, Sophie Panonacle ouvre la réunion citoyenne. Elle explique que le principe de cette soirée est de donner la parole aux participants. Elle remercie de sa présence Matthias Poniatowski, membre de l'Association nationale des médiateurs, qui aura la charge de modérer les débats de ce soir. Madame Panonacle remercie également de sa présence Arnaud Leroy, Président de l'ADEME, qui a accepté d'endosser le rôle de « grand témoin » durant la soirée, afin d'apporter un éclairage et des éléments de compréhension au grand débat. Madame Panonacle rappelle que deux soirées ont été organisées à son initiative dans le cadre du grand débat national. Chacune se concentre sur deux des thèmes proposés par le Gouvernement. Elle précise que cette seconde réunion citoyenne traitera des thèmes de la fiscalité et des dépenses publiques ainsi que de la transition écologique. Madame Panonacle explique qu'un rapporteur prendra en note tout ce qui sera dit ce soir. Le compte-rendu, une fois établi, sera transmis à la Mission nationale et mis en ligne sur son site internet. Madame Panonacle souligne qu'il n'y a pas de tabous, de préjugés et que la parole est libre. Chacun est libre de s'exprimer, de faire des remarques, dans le respect des opinions de chacun.

Le médiateur, Matthias Poniatowski, présente ensuite l'Association nationale des médiateurs. Il précise que cette structure est soumise à un code déontologie de respect, de neutralité et d'impartialité. Il précise que son rôle est celui de modérateur-facilitateur et non celui d'un animateur. L'idée est de faire d'un côté, d'un diagnostic, puis de faire une proposition. Il indique le timing de la soirée, à savoir une heure pour chaque thème et deux minutes par intervention. Il demande ensuite aux participants si deux volontaires sont disposés à accompagner le rapporteur. Une fois les deux volontaires désignés, il donne la parole à la salle.

COMPTE-RENDU DES DEBATS

PARTIE 1 : Fiscalité et dépense publiques

1. Je remercie Madame la Députée, d'avoir organisé cette réunion. Je vais aborder un sujet indirect celui du chômage. Pour faire baisser le chômage, il faut que les entreprises embauchent. On a avancé différents freins pour embaucher. Des mesures ont été prises (CICE, baisses de charges et loi travail de Mme El Khomri). Mais peu d'embauches et une distribution anarchique des aides. Aujourd'hui il faut réduire la TVA dans la restauration et supprimer le CICE qui est allé aux grandes entreprises et n'a pas créé d'emplois. Où est le million d'emplois promis ? Les entreprises qui n'embauchent pas doivent rembourser.
2. La démocratie n'existe pas, quand les sujets sont définis à l'avance. D'après Bourdieu, c'est à chacun de prendre en main la politique. Il faut une mise en œuvre de démocratie participative. La représentativité par les élections : ça ne marche pas. Je demande des débats contradictoires librement participatifs car il faut entendre tout le monde. Il faut que nous soyons tous libres de choisir les sujets du RIC. On veut que les compte-rendus du débat soient validés.
3. Transparence de l'information : Il faudrait connaître la liste des dépenses de l'État. Il existe plus de 20 impôts différents. Aujourd'hui, les impôts doivent correspondre à des dépenses : régaliennes, éducation, solidarité... Par exemple où en est-on du remboursement de la dette sociale avec le CRDS ? On paye des impôts sur le revenu, le patrimoine et le pétrole ; mais il faut qu'ils correspondent à un but précis.
4. Je suis né au Portugal dans un pays de liberté démocratique. Je veux rendre hommage aux gilets jaunes sans lesquels on ne serait pas ici ce soir. Pourtant tout est fait pour les effacer. La loi anti casseur votée par Sophie Panonacle empêche les gens d'aller manifester. Si on écoute Luc Ferry, il faudrait tirer sur la foule à balle réelle. Castaner n'a pas pris de décision, mais les policiers sont prêts à tout comme pendant la guerre sous le gouvernement de Vichy quand les préfets organisaient des rafles. Il faut manifester demain.
5. Le droit de succession est un vol qualifié par l'État. La TVA est partout, y compris chez les notaires. Il y a déjà la taxe habitation et aussi les impôts fonciers et les droits de succession à payer par les enfants de ceux qui ont

déjà mis de côté. On a travaillé toute sa vie, épargné, fait des économies et finalement il faut qu'on le donne. Voler les gens qui en bavent tous les jours, c'est dégueulasse.

6. Fiscalité écologique a rajouté dans une France qui est déjà imposée à 45%. Il y a trop d'élus. Avec 101 départements, pas la peine d'avoir 517 députés. 101 suffisent. Il y a aussi trop de privilèges pour les députés ; leurs collaborateurs sont trop payés. C'est trop, sans compter les sénateurs et le personnel qu'ils emploient et tout ce qu'il touche.

Mme Panonacle précise qu'elle a 3 collaborateurs à 2.200 euros / mois et qu'elle n'a pas les moyens d'en avoir plus.

7. Transparence du Grand Débat National : il n'y en n'a pas, les chiffres sont faussés, trop d'impôts, trop de taxes et on nous ment. La redistribution c'est de l'enfumage depuis trop longtemps. Il faut plus de justice, plus d'égalité. 31 000 personnes dorment dans la rue. Ce n'est pas normal qu'il y ait encore 14% de pauvres en France au pays des droits de l'homme, que l'on crève encore de faim dans la rue. Les grandes entreprises licencient, ne paient pas leurs impôts en France mais verse des dividendes. C'est amoral qu'il y ait des thèmes imposés et que le gouvernement ne change pas sa ligne de conduite.

8. Il est anormal d'appliquer des impôts sur de l'argent qu'on ne perçoit pas (CSG). Il y a un autre scandale en 2019, les entreprises toucheront 2 CICE pour 2018 et 2019.

9. Fiscalité : elle est inégalitaire. Les prélèvements obligatoires sont trop importants.

On est en pleine injustice fiscale car il y a trop d'inégalité devant l'impôt. Pour en sortir, il y a nécessité de consentement à l'impôt. L'impôt finance la dépense publique. Une réforme fiscale est nécessaire pour plus de justice. On ne connaît pas suffisamment le rendement fiscal pour le financement public. L'impôt sur le revenu doit devenir principal et non plus reposer à 54% sur la TVA. Quand on dépense 100 euros, 12 vont à la TVA. Il faut supprimer les niches fiscales de 14 milliards et soutenir le pouvoir d'achat des ménages. Je fais 2 propositions pour modifier l'impôt sur le revenu : faire participer les 38 millions de foyers fiscaux (tout foyer ayant un revenu doit payer un impôt), accroître le nombre de tranches avec une tranche à 55% pour les foyers fiscaux qui sont supérieurs à 200.000 euros de revenu.

10. Fiscalité : 56% du budget de l'État repose sur la TVA, contre seulement 17% sur l'impôt sur le revenu. Plus le revenu est faible plus la charge de la TVA est lourde. Les media faussent l'information. Si on baisse les impôts on aura une baisse des services publics et il faut au contraire garder des fonctionnaires pour lutter contre la fraude fiscale, il faut donc trouver de nouveaux revenus.

11. Services publics : les thèmes du Grand Débat National sont tendancieux. Ils tendent vers la suppression du service public ou vers l'augmentation des impôts. On voit avec Carlos Ghosn et le scandale du château de Versailles que la théorie du ruissellement ne marche pas ; 30% de dividende chez Vinci en redistribution. Le monde des finances taxe 30% du revenu national. Si le nouveau monde c'est le couple Benalla / Vincent Crase nous avons autour des élus de l'État des individus un peu bizarres alors qu'on a besoin de transparence.

12. ROSP : (la rémunération sur objectifs de santé publique, ROSP, créée en 2011, contribue à faire évoluer les pratiques pour atteindre les objectifs de santé définis par la convention, d'après Ameli.fr). On veut nous faire croire que les médecins libéraux en 2019 ne peuvent pas faire correctement leur métier sans ROSP. Son coût global est de ½ milliards d'euros pour le budget national. En réalité il s'agit d'une rémunération à la performance qui apporterait 7.000 euros au généraliste.

13. Baisse de la dépense publique : on nous demande notre avis, en fait c'est l'affaire des élus nationaux. Tous les ans on nous présente un rapport de la Cour des Comptes. Mais on n'en tient jamais compte. Il faut voir ce qu'on peut faire avec, d'abord.

14. Fiscalité : il y a un problème de tranches. Il faut créer un seuil à 300 000 €/50% d'imposition, avec des tranches plus réduites par échelon de 5 à 10% pour réduire les écarts et alléger les classes les plus basses ; idem pour

niches fiscales, on doit supprimer les 30% d'abattement des journalistes alors qu'on n'ose pas y toucher car ils ont la force de la nuisance. Le cumul emploi / retraite est un scandale. Par exemple Jacques Toubon, Chirac et Giscard qui sont inspecteurs des finances, cumulent ; il y a aussi le pantouflage des généraux chez Thalès et Dassault.... Où est la fiscalité solidaire ? les sportifs se gavent avec des revenus et peu de taxes. Il faut aussi rappeler que le droit de manifester est indescriptible grâce à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et grâce à la Constitution de la 5^e République. D'un côté les violences policières sont inacceptables mais il faut que les gilets jaunes se plient au dépôt de déclaration pour les manifestations. Il y a des droits et des devoirs.

15. Prestations sociales : des lycéens proposent la création d'un site national qui étudie les informations personnelles pour indiquer aux bénéficiaires les aides et gérer les risques.

16. Transition écologique : L'élévation du niveau des océans mettra en péril le Bassin d'Arcachon. Beaucoup de secteurs sont touchés : l'Aiguillon à Arcachon, le domaine de Certes... Au niveau planétaire cela va susciter l'émigration de 20 millions de personnes qui deviendront 250 millions en 2050. C'est une question majeure pour le quotidien car on va assister à l'explosion des taxes à l'avenir à cause de l'inaction. Pour limiter le réchauffement de la terre à 1,5°, il faut mettre en œuvre aussitôt la liste des grands axes du programme de Novethic (remis à Sophie Panonacle), et notamment l'objectif à -63% d'émission de CO2 entre 2017 et 2030, la réduction de la mobilité de 76%, la réduction de l'impact du résidentiel de 74%, la baisse de l'impact de la consommation de biens et services de 73%, la réduction de l'impact des vols aériens de 72%, la réduction de l'impact de l'alimentation de 58%... Le gouvernement ne joue pas le jeu de la démocratie ex en Guyane. Il doit empêcher les amendements ridicules comme celui du sénateur Marchand sur le plastique en janvier dernier.

Intervention d'Arnaud Leroy qui partage le diagnostic. Il y a une transition écologique à mener. Mais elle est difficile parce que les enjeux sont devant nous. Il faut faire appel à la solidarité inter-générationnelle. Mais il y a un problème de paiement : tout le monde doit contribuer.

17. Transition écologique : un gilet jaune souligne l'hypocrisie des propos écologiques. Par ex. en Guyane où on ne respecte pas la décision du peuple au profit des pollueurs. Idem pour les chalutiers qui consomment énormément. On veut faire se culpabiliser le peuple. Ça prouve qu'il n'y a plus de démocratie, le pouvoir exécutif contrôle tout. La séparation des pouvoirs n'est pas assurée : l'exécutif a barre sur la justice. On utilise trop les ordonnances. On n'écoute pas le peuple qui ne se sent plus représenté. On a voulu un mouvement apolitique et on rencontre un usage de la force disproportionné. C'est la dictature d'une élite.

18. Fiscalité écologique : Les gilets jaunes ont posé les problèmes réels, sur le pouvoir d'achat, sur la fiscalité écologique. Aujourd'hui ce qui compte c'est la fiscalité. On n'a pas la compétence de savoir à quoi servent nos impôts. Concrètement, pas d'impôts, pas d'hôpitaux. Il n'est pas normal qu'on paie des impôts sur la CSG non déductible. Il y a un problème de pouvoir d'achat depuis qu'on est au 35h. La solution serait peut-être de retourner à 39h. (tollé de rejet dans la salle)

19. Fiscalité : c'est un scandale que d'après l'article 72 du Traité de Fonctionnement de l'Union Européenne, une entreprise pour exercer en partie en France et payer ses impôts dans un autre état membre plus favorable. La fiscalité écologique est une farce.

20. Le débat a lieu grâce aux gilets jaunes. Les rémunérations sont trop basses et les charges trop hautes. Emmanuel Macron a promis qu'il n'y aurait pas de sujet tabou. Je propose donc le rétablissement de l'ISF. Il n'y aura pas de fuite fiscale à l'étranger mais 3,5 milliards de rentrées pour augmenter les salaires et les services sociaux. En Espagne ils l'ont réinvesti dans les entreprises. En France, ça devait partir en investissement mais ça donne de l'argent aux actionnaires à 99%. C'est un choix société.

21. Fiscalité : J'ai des propositions fiscales à faire.

Suppression de la TVA sur 100 produits de première nécessité et blocage de leur prix ; établir un taux majoré sur les produits de luxe ; créer une taxe sur les investissements immobiliers et les dividendes. La TVA est un impôt injuste, il faut un seul impôt progressif sur le revenu et les signes extérieurs de richesse.

22. Les travailleurs étrangers prennent nos ressources. Ils ont la sécurité et nous n'a pas d'argent. Le Président et les députés continuent d'être rémunérés après leur mandat. C'est pas juste. On nous dit que la pollution augmente, mais quel véhicule prendre : diesel ou pas diesel ; ça change avec le temps.

23. Je comprends la colère des gilets jaunes à cause des efforts qu'on nous demande. Je ne comprends pas le train de vie de ceux qui nous dirigent. J'ai cru en Macron quand il fallait choisir entre la peste et le choléra. Mais il n'y avait pas de solution. C'est ça le changement ? Je ne parlerai pas du SMIC à 3.000 euros. (Se tournant vers la députée) travailleriez-vous à 3.000 euros ? Il faut baisser le train de vie des sénateurs et des députés, ce n'est pas le salaire mais tout ce qui est autour qui est dérangeant.

Sophie Panonacle répond qu'elle n'a pas de salaire mais des indemnités de 5.700 euros net par mois, qu'elle n'a pas d'horaires et pas de vacances. Ses notes de frais sont sur justificatifs et ses comptes passent devant le déontologue de l'Assemblée. Elle n'a pas de voiture de fonction et pas de chauffeur.

24. Je suis syndicaliste. Les revendications des gilets jaunes rejoignent les nôtres. Le gouvernement est responsable de la destruction du dialogue social parce qu'il fait disparaître les corps intermédiaires. Il met en place dans les entreprises des conseils de surveillance qui sont des catastrophes. La baisse des dépenses publiques signifie la baisse des services publics. Ce n'est pas la solution. La fracture territoriale est encouragée par politique de mobilité du gouvernement. Il faut mettre en place des transports publics et augmenter les salaires avec de la fiscalité.

25. Jacques retraité, a travaillé sur une plateforme pétrolière de Total. Aujourd'hui il est gilet jaune sur un rond-point pour protester contre la taxe sur les carburants alors qu'il a travaillé toute sa vie dans le secteur. Il suit régulièrement les cours du baril et rappelle que sur 100 euros de carburant il y a 70 euros de taxes. Pourtant, le monde rural a besoin de carburant pour ses déplacements. Le nucléaire fait fonctionner 8 ampoules sur 10. Il y a un problème de démantèlement : 20 ans sont nécessaires sans compter le problème des déchets.

Personne n'est prêt pour la voiture électrique. Enfin en ce qui concerne la prime d'activité, elle coûte 13 milliards mais n'est pas accessible à tous. Ce n'est pas ce qu'on demandait. Un stagiaire ne bénéficie pas de la prime d'activité. On voulait une augmentation du Smic.

Jamais, jamais, je n'aurais cru me retrouver sur un rond-point pour refaire le monde.

26. Je suis syndicaliste et adhérent à une association des droits de l'homme. Il n'est pas possible de baisser les impôts. Il faut au contraire les augmenter pour davantage de services publics et pour réduire les inégalités. C'est un problème de répartition. La théorie du ruissellement ne fonctionne pas. On veut aider les riches pour que leurs investissements retombent sur tout le monde. Mais c'est toujours plus d'argent pour les dividendes.

Les riches mettent l'argent dans leur poche pas dans l'entreprise. Qu'on arrête cette fumisterie et qu'on fasse payer les riches pour la classe moyenne. Il faut augmenter les impôts sur le capital, sur les sociétés et les tranches d'imposition.

27. Fiscalité écologique : Depuis Pompidou, ancien lui aussi de la banque Rothschild, l'État emprunte aux grandes banques à des taux élevés. Par ce choix d'il y a 50 ans on a conduit la France à l'obsolescence. Aujourd'hui, il y a toujours plus de cancers, toujours plus de pauvreté. Pourtant on peut transformer le monde avec zéro franc. On a perdu 20 ans pour supprimer les plastiques. Il faut un changement radical pour le Bassin. Après la révolution avec les gilets jaunes, on changera le Bassin d'Arcachon. La révolution est en marche.

Intervention d'Arnaud Leroy qui répond qu'il est d'accord qu'on étouffe certains pays avec le plastique. Lorsque Leclerc a supprimé les sacs plastiques il y a 20 ans, il les a remplacés par des cabas qu'il vendait. Depuis on a créé le plastique biodégradable. Il faut travailler en même temps la mobilité, le tri et l'économie circulaire.

28. J'ai 64 ans et jamais je n'aurais pensé voir la société dans un tel état. Je vois des gens qui vivent sans lien, s'insultent, sont violents... La première violence est économique. On ne respecte plus la dignité humaine. Quand Emmanuel Macron dit « il y a des gens qui ne sont rien », c'est un scandale. Il n'y a pas de transparence dans l'info. Elle est muselée. Emmanuel Macron qui veut la transparence, fait un texte de loi pour protéger le secret des affaires. Ce n'est pas de la démocratie, ce n'est pas de la transparence dans l'information. Le verrou de Bercy ne devrait pas exister dans une démocratie. Ce n'était pas normal de refuser de sortir le dossier GE / Alstom ou celui des autoroutes. Il y a des pays européens qui ont plus de chômage que nous, la France n'a pas su résoudre le problème du chômage de longue durée.

29. Une retraitée rappelle le problème de la revalorisation insignifiante des pensions de retraite et l'augmentation de la CSG sur les retraites alors qu'il faut encore financer les études des enfants, que les logements étudiants manquent et sont très chers. Elle estime que les retraités ont le dos large et pourtant ils participent largement à l'économie française. Que deviendront les restaurants et les voyageurs sans les retraités ?

30. Transition écologique : La Présidente de *GiJaBla* soulève le problème des véhicules d'occasion encore trop chers à l'achat même avec la prime à la conversion. D'une part, il faut faire l'avance de la prime dans les petits garages, d'autre part il faut avoir la capacité de mettre 2 000 euros supplémentaires en économie personnelle ou à crédit. Elle redoute de devoir démissionner de son travail (sans indemnité) faute de véhicule et de laisser les bénéficiaires sans soins.

31. Une lycéenne souhaite que des expérimentations soient menées dans les lycées en ce qui concerne les différentes techniques de compost, de recyclage, d'énergie solaire... afin que ces techniques soient intégrées dès le plus jeune âge, à travers les conseils de vie lycéenne. Des sensibilisations pourraient avoir lieu au moment des pauses repas. Elle demande aussi une détaxation des produits locaux.

32. Remarque politique : Il y a une exigence démocratique qui monte. Des citoyens ont envie de décider. Mais le système ne laisse pas l'espace pour cette levée. Il y a des mesures politiques essentielles à prendre. Il faut dépasser représentations traditionnelles. Il faut un mode électoral différent. Un seul homme ne peut pas décider de tout. Les pouvoirs de Président de la République sont à réduire. Il faut redonner de l'importance au pouvoir législatif, au RIC. Si ces mesures ne sont pas prises, la société va régresser et se fermer.

33. Problème de la réforme des retraites à venir. La réforme sera une régression sociale. La financiarisation des retraites va entraîner un abaissement des retraites qui a déjà débuté sous Sarkozy. Ce sera le pire du pire. Préparez vos mouchoirs.

34. Il faut monter le taux de la taxe sur le kérosène et sur le fioul lourd pour limiter la pollution par les avions et les bateaux.

Intervention d'Arnaud Leroy qui souligne à ce sujet qu'on ne peut pas changer à cause de la dimension internationale du commerce. Les bateaux et les avions feraient simplement le plein en dehors de la France. Le problème est à traiter à l'échelon européen.

35. Il faut augmenter les salaires et les retraites. Les revenus des commerçants locaux ont subi de plein fouet la hausse de la CSG sur les retraites.

Le littoral est en danger. Arrêtez de construire sur les façades maritimes. Limitez l'invasion touristique pour attirer le pognon de la manne touristique bordelaise et parisienne. Le Bassin d'Arcachon est pollué. D'ailleurs le Préfet ne cesse de retoquer les PLU, notamment à Lège-Cap-Ferret et La Teste. Pour préparer la transition écologique sur le Bassin et lutter contre la pollution, il faut des transports collectifs et gratuits. Trop de pollution avec les touristes, on ne peut plus se baigner dans les eaux du Bassin.

36. Un gilet jaune demande pourquoi l'État laisse-t-il les grandes entreprises du CAC 40 ne pas payer leurs impôts en France sur la totalité de leurs revenus et supprimer les services publics. Le mot d'ordre des gilets jaunes c'est « mieux vivre ». Il faut augmenter le SMIC à 1.500 euros, supprimer la CSG, supprimer la TVA sur les produits de première nécessité, Réduire chômage car il vaut mieux payer un travailleur qu'un chômeur.

37. Transparence de l'information : une loi a été votée qui réduit les enquêtes publiques. Pendant l'expérimentation de 3 ans, la suppression des enquêtes publique va surtout toucher l'écologie. C'est une restriction de l'expression de tous. On va voir s'installer des porcheries à 1.000 têtes.

Intervention d'Arnaud Leroy qui précise que cette modification de la loi n'est que pour 3 ans. Elle est faite pour réduire les freins créés par certaines normes et concerne principalement la construction de logements. Il y a toujours intervention du Préfet et du SCOT mais il faut libérer la construction, il faut arriver à construire beaucoup plus vite. Dans le cas d'une porcherie, la rigueur continuera à être appliquée.

38. Il faut que les collectivités, les EHPAD, et les restaurateurs fassent leur tri de déchets recyclables. La nécessité pour les collectivités publiques et privées de trier existe.

De plus, elle gagne 710 euros par mois d'invalidité. Heureusement qu'elle a ses parents sinon elle serait à la rue ou vivrait dans une voiture comme nombre de travailleurs. Il n'y a pas de logement social pour les personnes seules. Elles ne sont pas prioritaires. Des travailleurs pauvres meurent dans leur tente. Elle est une gilet jaune qui survit grâce à l'aide des Resto du Cœur. On devrait demander un casier judiciaire vierge pour être ministre.

39. Les gilets jaunes sont la suite des révoltes du Moyen-Âge. Il y a de plus en plus de familles monoparentales, mais il est impossible de se loger et nombre de personnes sont acculées au suicide.

40. Fiscalité : Les entreprises devraient aussi être prélevées à la source pour leurs taxes. Dans les multinationales, le secret des affaires est une catastrophe. Par exemple dans l'industrie du parfum, les prix de cession des produits en interne ne sont pas contrôlés et c'est là que l'entreprise fait ses marges (exemple de commerce en la France et la Belgique). Il faut que les travailleurs aient le contrôle sur les prix de cession en interne. L'euro est surestimé de 6% en France alors qu'il est sous-estimé de 12% pour l'Allemagne, cette situation est une catastrophe pour notre économie. Il y a un problème de critères de convergence.

41. En 1968, la France n'avait pas de dettes et peu de chômage. Maintenant la dette ne cesse de monter et le chômage explose. Le déficit de la France est phénoménal. Il faut arrêter d'importer n'importe quoi. Il faut arrêter de consommer sans réfléchir pour consommer français. La France est aussi au 22e rang dans les nations les plus corrompues.

Cela provient de la mauvaise action des élus locaux qui recrutent n'importe comment. Il faut revoir les dépenses publiques des collectivités locales.

42. Je suis syndicaliste. En France on nous dit que nous sommes au pays des droits de l'homme, que nous sommes libres et égaux mais ce n'est pas vrai. Les syndicats n'ont pas vu venir le problème des gilets jaunes et je les remercie. Nous allons reprendre le flambeau et les suivre. Depuis la chute du mur de Berlin, l'accroissement de la vitesse de la mondialisation n'a pas cessé. Elle a des effets pervers. Elle casse les prix.

43. Les petites retraites ne devraient pas être concernées par la CSG. Il faut indexer les retraites, non pas sur l'inflation, mais sur la hausse des dépenses contraintes. L'indice Insee est faux puisqu'il n'intègre pas le prix du carburant ni les impôts locaux. C'est une volonté politique à avoir et un problème de priorisation vers les riches pour Emmanuel Macron.

44. Je fais une proposition pour réconcilier le peuple et l'élite. Deux chercheurs, Michel Balinski et Rida Laraki, proposent un mode de scrutin à un seul tour au jugement majoritaire par 7 critères pour tous les candidats. Ce mode repose sur une théorie mathématique. C'est un système du type « vote par valeurs » qui se distingue par l'utilisation d'appréciations verbales plutôt que numériques. La détermination du gagnant se fait par la médiane plutôt que par la moyenne.

45. Je suis un représentant du SIBA et de la DREAL : la pollution actuelle du Bassin d'Arcachon n'a rien à voir avec celle d'il y a 30 ans. L'écologie c'est aussi un comportement personnel.

46. Fiscalité : Il faut une adhésion à l'impôt et à la TVA, aux droits de succession. Le Grand Débat National est une occasion de transparence et de pédagogie pour expliquer. Les dépenses très redistributives sont à sauver. Nous devons en être fiers et reconnaissants.

Il faut soutenir les gens face aux accidents de la vie quand ils ne peuvent plus faire face. La Cour des Comptes permet de contrôler les dépenses comme celles des administrations. Mais il y a gabegie par absence de suivi et de transparence dans les résultats.

47. Écologie : Emmanuel Macron a signé des accords commerciaux avec le Canada (CETA), et aussi avec l'Argentine, le Japon. Mais l'économie française doit passer d'abord.

Il faut des axes sur les avions et les bateaux, les transports par bateaux qui polluent, les producteurs qui polluent. Il faut arrêter la pub et sortir de l'Union Européenne.

La loi sur le glyphosate n'est toujours pas mise en application. L'écologie et le pouvoir d'achat sont liés.

Intervention d'Arnaud Leroy qui précise que le CETA et le traité avec le Mercosur n'ont pas été signés. Les produits ne sont importés que si leur fabrication respecte nos normes environnementales.

A 20h30, le modérateur propose de clôturer la réunion citoyenne. Il donne la parole à Sophie Panonacle qui remercie les personnes présentes pour leur participation.

**